

# Le FOUINEUR LIBRE



Le journal du Comité de Base pour l'Action et l'Information sur le Logement Social d'Hochelaga-Maisonneuve

Automne Numéro 33



## LE COMITÉ BAILS À LA DÉFENSE DU PROJET DE COOP LE VITRAIL

par Jonathan Aspireault-Massé

Il est connu de tous que le quartier Hochelaga-Maisonneuve n'a plus beaucoup de terrains vacants, lorsqu'un terrain se libère, nous devons tenter de l'obtenir pour y développer des logements sociaux. Ce, d'autant plus que la ville néglige ses responsabilités en refusant de constituer une réserve de terrains ou d'immeubles à des fins d'éventuels développements de logements sociaux ou d'infrastructures sociales et communautaires.

Parmi les terrains vacants d'importance dans le quartier, figure celui de l'école le Vitrail et de l'école des métiers de l'est, situé dans le quadrilatère Darling, Rouen, Davidson, Hochelaga. Il s'agit d'un terrain immense au fort potentiel, inutilisé actuellement sauf par quelques propriétaires de chiens. Ce terrain appartient à la Commission Scolaire de Montréal (CSDM). Il y a quelques années, après un long processus de consultation, la CSDM a pris la décision de permettre le développement d'une coopérative d'habitation sur ce terrain. Cette initiative faisait suite au constat que l'école primaire NDA adjacente au site, est sous-fréquentée et risque la fermeture. L'idée d'une coopérative familiale prenait donc tous son sens.

Malheureusement, après la création du

comité fondateur de la coopérative, le projet a été mis sur la glace suite à un choix de la Ville de Montréal de prioriser le projet Station #1, pour lequel existait un risque de perdre l'ensemble du projet, si les pourparlers n'aboutissaient pas rapidement. Depuis, cependant, il semble exister une volonté de régler ce vieux dossier de la part de la CSDM, chose qui nous réjouissait. Par contre, notre joie fut de courte durée puisqu'on appris l'existence d'un groupe

qua par une pétition en appui au projet de coopérative. L'objectif du Conseil d'administration fut de récolter 500 signature en une semaine et les déposer le 21 octobre au Conseil des commissaires scolaires de la CSDM, en même temps que la pétition contre le projet. Au moment du dépôt, les militant-e-s du Comité BAILS avaient récolté 1875 signatures, soit près de 4 fois notre objectif initial et plus de 4 fois le nombre de signatures contre le projet.



Le terrain où serait construit la coopérative  
(source : google street view)

de citoyen-ne-s qui entendaient faire dérailler le projet, pour le voir remplacé par le développement d'un parc-école, d'un parc à chien et d'un terrain de soccer.

Ces citoyen-ne-s ont même fait signer une pétition de quelques 400 noms et une journaliste de la Presse s'est emparé de cette histoire pour la couvrir dans la parution du 13 octobre 2009. Aussitôt mis au courant, le Comité BAILS répli-

De notre point de vue, il est évident que le développement d'espaces verts est essentiel pour un quartier comme le nôtre, par contre cela ne doit pas se faire au détriment du développement de logements sociaux. Au contraire, nous croyons que le logement social est la meilleure plateforme pour inclure des préoccupations environnementales, puisque cette forme de logement n'est pas axé sur la recherche de profit.

Nous attendons toujours la suite des choses, nous savons que des assemblées publiques auront lieu dans le courant du mois de novembre. Nous espérons sincèrement que ce mouvement d'opposition se rendra à l'évidence que le développement de logements sociaux bordés de parcs et d'arbres serait le meilleur usage qu'on puisse faire pour ce terrain vacant au coeur d'Hochelaga!

# HAUSSE DES TARIFS DANS LES SERVICES PUBLICS



Par Héroïse Moysan-Lapointe

*Avec le lot de scandales qui se sont révélés lors des récentes élections municipales, on a quelque peu oublié ce qui s'est récemment passé au niveau provincial. Rappelons-nous en effet que les 26 et 27 septembre dernier, le Parti Libéral du Québec tenait son congrès.*

*Or, dans le cahier de préparation, on a vu des propositions inquiétantes: l'imposition de tarifs dans les services publics jusqu'alors gratuits, et des hausses dans les services payants.*



Dans les derniers mois, le Parti Libéral avait, pour cause de crise économique, mit quelque peu en sourdine son néolibéralisme bien connu. Investissement massif dans les routes, construction de logements sociaux, plan Nord, dont on a d'ailleurs appris qu'il ne contenait à peu près rien... Les annonces d'investissements se succédaient. Pour le gouvernement, ces mesures n'étaient pas simplement justifiées par le besoin de routes, de bâtiments publics ou de logements sociaux, mais par la sacro-sainte nécessité de stimuler l'économie. C'est pourquoi à côté de ces investissements ponctuels, d'autres services publics (santé, éducation, aide sociale, ...), eux, continuaient d'être sous-financés.

Ce qu'on comprend de cette situation, c'est que pour le gouvernement Libéral, les investissements publics servent non pas à protéger les individus vulnérables

devant un système économique violent et injuste, mais à faire rouler plus vite et plus fort l'économie de marché. Selon leur théorie, une économie qui roule profite à tous : les propriétaires de compagnie font des profits, mais offrent plus d'emplois, mieux rémunérés, et tout le monde est content! Selon nous, rien n'est si simple. Même lorsque l'économie se "porte bien" des milliers de personnes sont laissées pour compte, avec moins que le strict minimum pour survivre. Ces personnes, qu'elles soient assistées sociales, au chômage, travailleurs et travailleuses précaires et à bas salaire, peinent à chaque mois à joindre les deux bouts. Pour eux et elles, la santé, l'éducation, la culture etc. ne sont accessibles qu'au prix de sacrifices importants. Lorsque l'économie se remettra à tourner, la situation de ces personnes ne s'améliorera pas vraiment.

Mais du côté du gouvernement, si la période de crise économique a engendré un déficit, il faudra en période de croissance générer des surplus, payer la fameuse dette. C'est là que la proposition du Parti Libéral prend tout son sens. Il n'y a que deux façons de générer des surplus : augmenter les revenus, ou diminuer les dépenses. Augmenter les revenus, cela peut se faire de trois façons: en augmentant les taxes (la TVQ en particulier), les tarifs, ou les impôts sur

le revenu (sur le revenu des individus et des entreprises). Ce que le congrès du Parti Libéral a proposé, c'est d'augmenter les tarifs et la TVQ. Pourtant, la mesure la plus équitable aurait été d'augmenter les impôts, en particulier l'impôt des grandes entreprises.

## Les services publics gratuits?

### Pourquoi?

L'imposition de tarif est selon nous une mesure injuste. En effet, elle a l'effet pervers de diminuer l'accessibilité des services à ceux et à celles qui en ont le plus besoin. Un riche propriétaire n'aura en effet aucune difficulté à payer quelques dizaines ou centaines de dollars pour une visite médicale, et quelques milliers pour l'éducation supérieure de ses enfants, alors que la personne à plus faible revenu aura à faire des choix cruels entre des services tout aussi nécessaires les uns que les autres : Payer le compte d'Hydro ou aider un enfant à payer ses frais de cégep?



Faire une visite de routine préventive chez le médecin ou faire arracher une dent de sagesse?

Bien sur, la proposition du Parti Libéral suggère que des mesures soient prises pour éviter que ces hausses n'affectent les plus défavorisés. Pourtant, on a bien vu lors des dernières hausses de tarif (Hydro, université) que ces mesures ne compensent en rien l'augmentation des frais. De plus, il y a fort à craindre que ces mesures ne soient pas suffisantes, et ne s'appliquent pas à suffisamment de personnes. D'ailleurs, dans la proposition adoptée par le Parti Libéral, alors que les hausses de frais sont expliquées avec un certain détail, la question des mesures compensatoires pour les plus démunis ne sont que vaguement évoquées.

Qui plus est, la tarification s'attaque à l'idée même de services publics gratuits et universellement accessibles. Un système de tarification avec compensation financière potentielle pour les plus pauvres d'entre les pauvres, c'est une catégorisation des citoyens : les citoyens "payeurs", et les pauvres, qui doivent quémander à un et l'autre un remboursement ici, un prêt là, un formulaire ici etc. Au contraire, un service public gratuit et universellement accessible, c'est un service égal pour tout le monde, avec moins de bureaucratie et d'intrusion dans la vie personnelle (on n'a pas à faire la preuve qu'on est extrêmement pauvre pour obtenir un remboursement ou un accès gratuit). Cette disponibilité des services pour tous et toutes, c'est aussi une façon d'éviter le clivage entre les payeurs et les bénéficiaires, qui entretient une animosité inutile et dangereuse, et qui brise la solidarité sociale. En effet, pourrait-on blâmer le travailleur qui, en plus de payer des impôts, doit payer pour ses services, alors que le chômeur ne paye pas d'impôt et obtient en plus la gratuité, mais pourrait-on d'un autre côté blâmer le bénéficiaire de l'aide sociale d'envier le niveau de vie d'un

professionnel salarié ? En offrant des services gratuits pour tous, on évite la bureaucratie que nécessite la catégorisation des personnes, et on renforce la solidarité sociale

La tarification des services publics, c'est une logique du chacun pour soi, et la charité aux plus éclopés. Au contraire, des services publics gratuits relèvent d'une logique collective. Un bon système d'éducation, un bon système de santé, de l'énergie à bon marché, etc. ce sont des ressources qui, profitant à chacun individuellement, en même temps profitent à toute la collectivité. (ces services publics universellement accessibles sont d'ailleurs aussi avantageux pour les entreprises privées, qui s'épargnent d'importants frais liés à la santé et la formation de leurs travailleurs et de leurs travailleuses.) Si à cause d'une tarification, une partie de la population en est privée, c'est toute la population qui s'en trouve diminuée. Par exemple, si l'état de santé d'une personne se détériore pour cause d'absence de traitement trop coûteux, elle sera évidemment moins active dans sa communauté, et deviendra peut-être même un fardeau pour sa famille.

### Que va faire Charest?

Suite au congrès de son parti, Jean Charest s'est montré très modéré. Plutôt que d'accueillir avec enthousiasme la proposition adoptée par ses membres, il a plutôt ouvert la porte à une autre option, soit de réduire les dépenses. Délaissant l'idée d'une hausse rapide des tarifs, il donne l'impression de "gouverner au centre" d'être à l'écoute de la population. Cependant, il ne faudra pas oublier, dans les prochains mois et années, que Jean Charest, au moment où il le jugera pertinent, aura grâce à cette proposition de son parti, toute la légitimité pour aller de l'avant avec un tel projet.

En attendant, il a affirmé préférer travailler d'abord à resserrer les dépenses

(Salvet, J.M. «Hausse des tarifs: Charest se montre prudent», Cyberpresse, 27 septembre 2009). En apparence moins dangereuse, cette voie nous pose tout de même problème. En effet, une réduction des dépenses de l'État dans les services, après toutes les coupures subies par la fonction publique dans les dernières décennies, entrainera des conséquences de plus en plus visibles dans la quantité ou la qualité des services. On a déjà vu, après la réforme Axworthy de 1994 et le *déficit Zéro* de Lucien Bouchard en 1996 à quel point les services et les ressources ont rétréci comme peau de chagrin. La réduction des dépenses n'est donc pas une alternative intéressante à la hausse des tarifs.



### Que faire alors?

Selon nous, il faut reconnaître la nécessité des services publics gratuits et universellement accessibles, non seulement en paroles, mais avec un financement adéquat. Si l'État n'a pas assez de revenus, qu'il aille le chercher là où il est réellement disponible. Sans entrer dans les détails, il faut remarquer que les entreprises privées payent de moins en moins d'impôts sur leurs profits, en proportion de l'impôt payé par les individus, et qu'il existe encore de nombreuses occasions d'évasion fiscale pour les plus riches. Si l'économie roule si bien de façon générale, que l'État prenne sa juste part et finance adéquatement les services publics afin que tous et toutes en profitent réellement!



## NOTRE PATRIARCHE : MARCEL LE CLAIR

Par François Brosseau

*Le fouineur libre vous présentera à chaque édition un aperçu sur quelqu'un faisant ou ayant fait une différence dans la communauté, sur quelqu'un qui à un moment donné, au cours de sa vie, a contribué en offrant de son temps ou de ses talents dans le seul but de faire une différence pour la population. Aujourd'hui, dans cette édition du fouineur libre, je vais vous parler d'un militant de longue date.*

Marcel est né le 5 juillet 1927, ce qu'il lui fait 82 ans bien sonné. Il est né à Montréal, dans la paroisse St-Eusèbe. Son père se nommait Odilon (Odila, pour les intimes) Le Clair et sa mère s'appelait May Curtis, née à Londres mais de descendance Irlandaise.

On va résumer un peu mais après avoir subi des traitements du Dr. Cameron (qui était financé par la CIA), ils ont détruit, ruiné sa vie. Car, il faut savoir qu'avant d'être hospitalisé pour des problèmes de phobies, notre ami Marcel avait suivi des cours pour réparer des radios et des télévisions. Mais, comme séquelle après sa sortie de l'hôpital, il avait tout oublié de son cours, de ses acquis. Mais, au lieu de rester chez-lui à se tourner les pouces, il a décidé de faire quelque chose de sa vie. «J'ai décidé de faire du bénévolat pour Oxfam, aller porter des lettres.» Il a décidé de se battre pour défendre les droits sociaux. Marcel fut très influencé par la lecture de l'encyclique du Pape Léon XI<sup>11</sup> connu sous le nom de: «Nerum Novarum». c'est la lecture de cet Encyclique qui lui a donné l'idée de se battre pour la justice sociale à partir des travailleur(euse)s, des pauvres. «Dans cet Encyclique, on disait qu'il fallait s'organiser en Union pour se défendre, un pouvoir de lutte.»

Peu de temps par la suite, à la fin des années '60 et au début des années '70, j'ai rencontré un homme du nom de Geoffrion, un anglophone qui défendait les droits des assisté(e)s sociaux dans le Sud-ouest de Montréal. comme Marcel avait eu un problème de réclamation de \$100 avec l'aide sociale. Après des

démarches, on réussit à avoir un affidavit, une procuration et le tout se régla. Peu après, Marcel fit du bénévolat au Centre du bénévolat de l'Est de Montréal. «Ils m'ont appelé pour que je me rapporte au central dans le temps qu'il organisait un comité de lutte.» Au tout début l'ADDS (Association de Défense des Droits Sociaux) était composée de 30 à 40



différents groupes de quartier de la région métropolitaine, comme par exemple: Mercier, St-Michel, carré St-Louis, Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, etc.. «C'est à peu près à ce moment-là qu'a été créé les «Avocats Populaires». Comme on vivait la situation des assisté(e)s sociaux en connaissant la loi de l'aide sociale, on pouvait mieux les défendre. Malheureusement, le 1<sup>er</sup> du barreau du Québec: Me Faucher, nous a dit qu'on ne pouvait pas s'appeler «Avocats» car on n'avait pas la formation du barreau du Québec. C'est comme ça, qu'on est devenu des ADDS (Association de Défense des Droits Sociaux). C'est une sœur qui m'a formé: sœur Gisèle Ampleman. son idole était Mao-Tsé-Toung. L'ADDS a commencé au 544, rue Gonthier dans Montréal-Est. On avait une formation sur la loi d'aide sociale. Comme mon anglais était bon, c'était moi

qui pouvait régler les cas d'aide sociale en anglais.» Marcel considère que le capitalisme rend coupable les humains de leur pauvreté. «J'ai un grand respect pour les humains, ils sont de ma race. Lutter, ça vaut toujours la peine. Il faut lutter, oui, ça change quelque chose.» Ce que Marcel pense de la police: «il défend l'état capitaliste, les bâtisses, le matériel mais, elle ne défend pas le peuple. Je vais toujours me battre pour les plus démunis, les travailleur(euse)s et les femmes.» Pour Marcel, «Qu'ils soient socialistes, communistes, anarchistes, je m'en fous, pourvu qu'on se bat pour la justice, je vais toujours être présent. Il faut conscientiser le monde et s'il y a d'autres pays qui ont de meilleurs systèmes, on n'est pas plus fou qu'un autre, on devrait l'adopter en l'adaptant à notre situation particulière.»

Enfin, en conclusion, Marcel voulait à tout prix que je parle d'une initiative qui a eu lieu au Québec au début des années '70. C'est-à-dire le principe de la désobéissance civile pour que personne ne paie son compte d'eau. Au début des années '70, c'était novateur au Québec de demander aux gens de faire de la désobéissance civile en ne payant pas le compte d'eau car, les gens n'étaient pas très habitués à défier l'autorité car, on était encore imprégné du principe d'obéir à l'autorité en place. Cette désobéissance civile à propos du compte d'eau a débouché sur le résultat que le propriétaire dorénavant assumait la facture de la taxe d'eau. Nous souhaitons tous à notre patriarche du militantisme de gauche au Québec, j'ai nommé, notre ami: Marcel Le Clair, une longue vie.



# MES IMPRESSIONS DU CONGRÈS

Par Luc Leblanc

Cette année, j'ai pu participer au congrès du FRAPRU qui a eu lieu au mois de juin 2009 à Québec. Un évènement important puisque nous y retrouvons la plupart des organismes évoluant dans la défense du droit au logement (social) en tant que membres ou membres associés au FRAPRU provenant de différentes régions du Québec.

Même si ce congrès n'était pas une occasion d'avoir une petite vacance payée, ce premier congrès auquel j'ai participé fut très enrichissant. Il m'a permis de prendre encore plus conscience des problèmes et des enjeux que vivent les régions au Québec.

Ce congrès m'a également fait prendre conscience de l'énormité du travail et de l'implication que ces personnes, jeunes et moins jeunes, investissent en temps et en ressources (individuel et groupe). Pour ce, je les félicite, les remercie et les encourage.

Le Congrès, organ-

isé par le FRAPRU, a duré trois jours. Les représentants du comité BAILS, au nombre de 7, sont partis de Montréal vendredi matin pour arriver à Québec quelques heures plus tard. Aussitôt arrivé, aussitôt pris en charge avec un bon accueil. Mais ayant à peine le temps de s'installer qu'on nous attendais pour débiter le congrès. Il a été question du bilan du FRAPRU autant que de nombreuses discussions sur les enjeux et les actions passées, présentes et futures du FRAPRU. Pas de temps à perdre, il y a du travail, nombre de choses ont été discutées en atelier sur les sujet à l'ordre du jour.

Mis à part le sérieux de cet

évènement, nous avons pu apprécier d'autres aspects en participant à ce congrès, dont celui d'avoir nos soirées pour de socialiser avec les militants et militantes provenant de différentes régions. Deux évènements organisés par le FRAPRU nous ont donné cette opportunité. D'autre membres du comité BAILS ayant participé au congrès vous donnent un peu plus loin leurs impressions sur ces activités.

Ce Congrès m'a permis de confirmer l'importance d'être militant et de faire ma part pour les appuyer dans le combat mené pour le droit de vivre dans un logement abordable et un environnement convenable.

J'en profite ici, puisque ma plume me le permet, de lancer un appel à tous ceux que ce droit touche de près ou de loin, s'impliquer. Que ce soit en participant aux manifestations ou encore en s'impliquant dans les comités de mobilisation ou même pour le journal, ne soyez pas indifférents. Toute l'aide que vous apporterez est nécessaire.



## EN MARGE DU CONGRÈS

*«Moi, Denis, membre du comité BAILS, je me suis bien amusé le 5 juin au soir au bar autogéré à Québec avec Luc, Louis, Lise, Héloïse Jonathan, Francesca et tous les autres participants et participantes au congrès du FRAPRU lorsque nous avons chanté l'Internationale au karaoké. Le lendemain, une partie du groupe est allée souper dans la vieille capitale et s'est dégourdie les jambes dans la rue de la ville. L'autre partie du groupe a pu visiter la réserve autochtone de Wendake, du peuple Huron Wendat. Toutes ces activités ont été une occasion de se connaître et de solidariser entre militants et militantes des différents comités logement.»*

# Le BAILS en action

## 30 JUIN SUR LA RUE STE-CATHERINE, NI TAUDIS, NI CONDOS

Le 30 juin dernier, le quartier a été animé par des slogans et chansons réclamant le droit à un logement décent, à un prix décent. Dans le cadre de notre campagne sur la rue Ste-Catherine, nous avons défilé dans les rues du quartier pour réclamer la socialisation des immeubles en mauvais état, c'est à dire leur conversion en logements sociaux. Des militants et militantes du comité BAILS, d'autres organismes du quartier et de comités logements d'autres quartiers ont répondu à l'appel.



### 14 OCTOBRE ACTION SURPRISE POUR LA MISE EN RÉSERVE FONCIÈRE D'UN TERRAIN MUNICIPAL



Les membres du FRAPRU de Montréal ont organisé une manifestation qui a culminé par l'installation d'une bannière sur un immeuble de la voirie municipale vendu par la ville à un promoteur de condos, et que le comité logement Plateau Mont Royal réclamait pour un projet de logement social.



### 5 OCTOBRE JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT

Le FRAPRU, le RECALQ et les communautés autochtones se sont mobilisés le 5 octobre pour réitérer l'importance de l'habitation comme droit humain, qui doit être protégé au Canada comme ailleurs!



# Vos droits



## QUAND LES PROPRIÉTAIRES SE SENTENT À L'AISE DE NOUS TRAITER COMME DES ORDURES

Par Florence Richer

Une membre du Comité BAILS vous partage ici son aventure pour trouver un logement à son arrivée au Québec. Pour garder son anonymat, appelons-la Mika.

En septembre 2007, Mika quitte la Guinée pour venir s'installer au Québec dans la ville de Gatineau. On l'accueille dans un centre d'hébergement le temps qu'elle se trouve une place où rester. Tout de suite, Mika commence ses recherches pour louer un appartement avec les papiers de l'aide sociale comme preuve d'un revenu stable. Une intervenante du centre d'hébergement est aussi disponible pour l'appuyer dans ses démarches. Durant des semaines, elle va faire de nombreuses visites de logements, allant souvent jusqu'à 8 visites par jour. Mais en décembre, Mika n'a toujours pas trouvé de place pour elle et est en colère. Elle trouve tout à fait injuste que la totalité des propriétaires refusent de lui louer.

Dans certains immeubles, les propriétaires utilisent des excuses bidons pour cacher leur attitude raciste. Quand, Mika appelle juste avant la visite, l'appartement est libre. Mais étrangement, il devient occupé dès qu'on voit la couleur de sa peau ou qu'on entend son accent.

Certains propriétaires se sentent même bien à l'aise d'étaler au grand jour leurs préjugés méprisants : « On prend pas les BS ici! » ou encore « On veut pas de crasse chez nous... ».

J'arrête ici le témoignage pour exprimer quelques questions qui peuvent nous venir. Mais combien de personnes ont vécu le même enfer que Mika? Combien de personnes le vivent pour d'autres raisons, par exemple, parce qu'ils ont des enfants, ou des animaux, ou qu'ils sont retraités? Avoir un toit est un besoin essentiel, un droit. Alors pourquoi est-ce qu'on n'arrive pas à loger tout le monde? Pour moi, c'est ça le plus choquant.

Revenons à Mika, qui fait face à des gestes de discrimination à répétition. Elle pour-

rait porter plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Mais encore, il faut être habile comme locataire pour prouver légalement les actes de discrimination puisque le processus de location est aujourd'hui toujours entouré d'un vide juridique. Et surtout, il faut avoir bien du temps devant soi pour affronter les délais d'attente interminables au tribunal! Aussi, ça a ben l'air que les gouvernements sont pas trop pressés de mettre en place des mesures pour faciliter l'obtention d'un logement sans discrimination. Depuis des années, le regroupement des comités logement et associations des locataires du Québec (RCLALQ) demande la création de règlements pour améliorer un peu la situation.

Oui, vous avez bien lu. Améliorer « un peu » la situation. Je crois sincèrement que même avec toute la réglementation du monde et les meilleurs inspecteurs, il existera toujours de la discrimination sur le marché privé du logement. Tant que nos appartements seront vus comme une marchandise qu'on peut louer aux "clients" qu'on choisit, les propriétaires se trouveront légitimes d'écarter certains locataires pour d'autres (plus riches, silencieux, plus « pareils comme eux »...).

Mais en attendant le résultat de nos luttes pour l'obtention de logements sociaux, les locataires victimes de discrimination peuvent s'échanger leurs trucs : arriver à se faire endosser par quelqu'un de riche, dire qu'on s'appelle Jean Tremblay avant la visite, s'informer sur ses droits, avoir un témoin avec soi lors des visites, et bien d'autres astuces qu'il nous faut partager. Mika, merci pour cette tranche de vie qui nous donne à réfléchir!



# UNE OFFRE D'ACHAT SIGNÉE GRÂCE AU COMITÉ BAILS



Jonathan Aspireault-Massé

Au printemps dernier, les militant-e-s du comité BAILS ont décidé de réaffirmer leur volonté d'aller de l'avant avec le projet de socialisation d'immeubles dans le quartier en insérant cette mesure dans une campagne plus large visant à revitaliser la rue Ste-Catherine. En effet, suite aux différents chantiers de préparation pour le forum social de développement local, organisés par le CDLC (Conseil pour le Développement Local et Communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve), il est apparu que la portion sud-ouest du quartier était en proie à d'importants problèmes sociaux et économiques.

Plusieurs groupes ont souligné leurs inquiétudes face au Sud-ouest du quartier, que ce soit relativement au faible revenu moyen, à la prostitution, à la toxicomanie, à l'insécurité vécue par les femmes, au manque de parc, à l'insalubrité des logements, au manque d'épicerie, au manque de transport en commun, etc. Le comité BAILS a donc décidé de concentrer ses efforts de socialisation d'immeubles dans cette zone, en espérant y voir un vaste nombre de rouses se joindre à cette lutte en amenant chacun leurs demandes, pour faire du Sud-ouest, principalement de la rue Ste-Catherine, un endroit socialement revitalisé et répondant aux besoins de tous et toutes, notamment par le logement social et le développement d'infrastructures sociales.

Source : Google street view



Déjà, la campagne du Comité BAILS a porté fruit, puisqu'un offre d'achat entre Bâtir son Quartier et un propriétaire a été signé pour un immeuble situé au coin des rues Préfontaine et Ste-Catherine. Bien que beaucoup de travail reste à faire avant de voir se concrétiser la socialisation finale de ce bloc de 22 logements, il s'agit d'un pas important réalisé en vue de cet objectif. Qui plus est, l'édifice situé de l'autre côté de la rue, sera lui aussi développé et un nouveau CPE devrait y voir le jour. Le coin Préfontaine-Ste-Catherine pourrait donc devenir l'épicentre d'un développement social et communautaire important dans le sud-ouest du quartier.

Le travail pour la socialisation de cet immeuble ne fait que commencer et le comité BAILS, fier du résultat obtenu, n'entend pas baisser les bras et voir bientôt ce projet aboutir. Une fois ce projet consolidé, les militant-e-s du comité BAILS entreprendront une nouvelle campagne en espérant voir de plus en plus de groupes se joindre pour faire de la rue Ste-Catherine une avenue de la solidarité.

# C'était hier



Par Denis Arsenault

En 1903, après une après une traversée de l'Atlantique à s'y casser la pipe, Sherlock et son fidèle ami arrivèrent dans la ville de Maisonneuve répondant à l'invitation de son ami Dufresne, prospère fabricant de chaussures. Watson s'émerveilla des projets pour la ville s'étonna à la vue des grandes tours métalliques qui descendaient la côte Sherbrooke.

- Allons-y déclara Dufresne, c'est des tours de transport d'électricité de haute tension et par une innovation technologique elles relient le barrage de la Shawinigan Power. Ils descendirent jusqu'à la station terminale #1 qui

## STATION NO 1

change le voltage pour pouvoir alimenter les maisons sur la rue d'Orléans entre les rues Ontario et Rouen, elle surpris Holmes par l'ingéniosité des installations et une déduction s'imposait à lui :

- Fini le charbon et le bois pour le chauffage, l'eau du robinet sera chaude et le génie de ce peuple, c'est de rendre l'évêque laïc, le pouvoir aux francophones et à la démocratie de donner du baillon au capitalisme.

-Seriez-vous anarchiste? dit Watson

- C'est selon la loi, Dans ce siècle il y aura des révolutions de toutes sortes, la science et les moeurs évolueront tandis que des coopératives agricoles, financières et d'habitation naîtront, (il prit sa loupe et sonda les

murs de l'entrepôt) J'ai vu des gens y



Le bâtiment, juste avant le début des travaux

vivre!

- Attention à vos doses, mon ami  
- C'est l'électricité dans l'air. Un télégramme leur fut remis et ils s'en retournèrent combattre Union Jack, l'étrangleur de ces pauvres. Plusieurs années plus tard sur le même emplacement, une coop d'habitation, la Station No1, se construira grâce à une loi non écrite d'inclusion dans des projets de condos.

Qu'en dirait Sherlock Holmes? «C'est un crime économique, un vol de la jouissance des lieux, qui inventera le moratoire? Les arrondissements ou la sainte ville de Montréal?

P.S. [www.villedemontreal.qc.ca](http://www.villedemontreal.qc.ca)>Sherlock : la banque d'information municipale.



Le bâtiment, en 1953

**Le projet de coopérative Station No1 prend forme dans un bâtiment qui témoigne de l'histoire du quartier. En effet, le bâtiment est la première station terminale qui reçoit l'électricité qui a traversé une longue distance. Cette station terminale alimente la ville de Maisonneuve et avorise son développement industriel. Le bâtiment présente la particularité d'avoir une facade courbée, qui permettait d'optimiser les points de contacts entre la voie ferrée et le bâtiment, alors utilisé comme entrepôt par la American Can Co. La coopérative, fruit d'un long travail, ouvrira, on l'espère, ses portes en juillet 2010.**

# Le coin des membres



Par Luc Leblanc

## LE TRIANGLE DU MIEUX ÊTRE

Loi n de moi de prétendre connaître tous les besoins de l'être humain ou la recette pour maximiser le bonheur. Je sais qu'il est plus facile de croire que si je ne suis pas heureux, je ne suis pas non plus malheureux, par contre, bon nombre le sont et cela ne devrait pas être une condition pour vivre dans la misère.

Mais comment se donner les outils pour maximiser la progression du mieux-être ou de cette appartenance que notre société exige?

D'après moi, il y a trois éléments clés. Il y a l'hébergement, le social et le communautaire. Je crois que si un de ces éléments est mal vécu, il en affecte sérieusement psychologiquement et physiquement les deux autres.

Pourquoi? Ici, j'aborde surtout l'aspect de l'hébergement. Ceci est une opinion ou une constatation personnelle...

Parce que, ne croyez vous pas comme moi que si on n'est pas heureux chez soi, il est plus difficile d'être heureux, et tout simplement de se sentir bien dans son milieu social (les amis, les activités de loisir, sportives et culturelles) et dans son milieu communautaire (études, travail, bénévolat)?

Et puis, d'après moi, je crois que peu importe où tu es sur la planète, si tu es mal logé et que tu vis avec le froid, la pluie, le vent, les insectes, l'insalubrité, le manque d'espace, etc. Il est plus difficile d'avoir de la motivation et de l'énergie pour émerger avec orgueil et fierté dans la société des bien portants et des bien nantis et ce dans une société où l'appartenance et la performance sont de mise.

Comment faire lorsque vos ressources financières ne suffisent pas pour subvenir à vos besoins de base parce que tous vos avoirs suffisent à peine à vous loger convenablement.

Il est à mon avis évident que si la

société et les instances politiques mettaient en priorité d'héberger humainement et de manière acceptable ses concitoyens, il en ressortirait probablement une plus grande complicité et une meilleure harmonie dans l'environnement qui concerne le peuple.

Pourquoi l'hébergement ayant un tarif de location en proportion de son revenu est-il en lien avec la vie sociale et communautaire?

Peut-être parce que si toutes vos ressources financières vont à absorber les frais et le coût d'hébergement, il ne vous en reste plus pour participer à la vie de votre municipalité et qu'ainsi vous ne croyez probablement pas être digne de faire partie de la vie communautaire de votre nation.

Il est pourtant évident à mon avis que si socialement vous étiez en possession d'un logis qui vous permette de vivre dans un environnement salubre et économiquement abordable, cela vous permettrait d'intégrer plus adéquatement les ressources et les services offerts par la municipalité et d'en faire profiter famille et amis. Parce que lorsque vous êtes plus heureux chez-vous, n'est il pas plus agréable de pouvoir recevoir et partager ce bien-être?

Ne croyez-vous pas, pour ceux pour qui cela est nécessaire sinon la seule solution, qu'avec du logement social, il y aurait une vie communautaire qui s'y développerait et que cela donnerait peut-être une meilleure chance ou espoir à ceux qui ont le

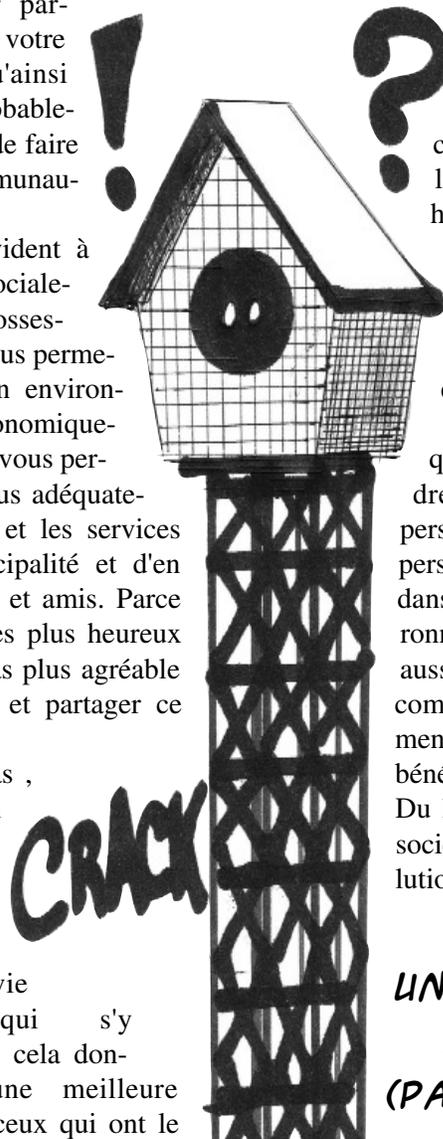
désir ou le rêve d'une vie faisant partie de la communauté qui l'entoure?

Si le coût des loyer des gens démunis n'était plus un enjeu pour évoluer, ne croyez vous pas qu'il serait plus facile et agréable d'aborder les deux autres éléments clés pour atteindre la recette d'un plus grand bonheur et qui est de s'impliquer dans la vie sociale et communautaire?

N'oubliez pas, si je ne suis pas bien chez moi, il est fort probable que je ne sois pas bien avec le communautaire et le social.

Pensez au futur des enfants que cette planète émerveille, aux personnes âgées que cette planète a émerveillée, aux malades et aux handicapés qui attendent que cette planète les émerveillent. Vivront-ils dans des ghettos ou des bidonvilles, et exclus de la communauté?

Il est urgent de s'impliquer et de faire comprendre aux décideurs qu'une personne bien logée est une personne qui contribuera plus dans son quartier et son environnement. À ne pas oublier aussi que les résidents, les commerçants, les gouvernements etc. en profiteront et en bénéficieront également. Du logement social dans une société est la base de son évolution et son extension.



**UNE IMAGE VAUT  
MILLE MOTS  
(PAR MARIO DINI)**

# Le coin des membres

## MOT MYSTÈRE

Par Denis Arsenault

Éliminez les mots de la liste d'en bas de la grille afin de découvrir le mot mystère de six lettres.

I N S I P I D E F U S I O N B  
 E T R O M P E R U N O V I C E  
 T T U T A T S E N O I T C A L  
 I E E R I O S A E T I S O N C  
 L E I M S I I D B Y E B Y E A  
 P R O I E N N E R A B L E L N  
 O C S L N O U V E L L E U D R  
 H A N T E I P O L I T I Q U E  
 O A T R O T R U D E A U I R B  
 S V R C H A R E S T U I L E A  
 T E E P I T R M U S E L E R T  
 I U S S E I E E U R P A R F S  
 E X O D E R G N U L L I T E E  
 S N R E U R A T J O U R N A L  
 T Y P E E I R E G A S S E M O

Action  
 Aveux  
 Byebye  
 Charest  
 Comité  
 Dessin  
 Dévouement  
 Durer  
 Érable  
 Est  
 Ère  
 Exode  
 Frapru  
 Funèbre  
 Fusion  
 Hanté

Harper  
 Hoplite  
 Hostie  
 Insipide  
 Irritation  
 Journal  
 Layton  
 Lys  
 Messagererie  
 Miel  
 Museler  
 Nouvelle  
 Novice  
 Nullité  
 Oasis  
 Olé

Oraison  
 Politique  
 Proie  
 Prose  
 Rager  
 Relique  
 Ruer  
 Soirée  
 Statut  
 Tabernacle  
 Trudeau  
 Tison  
 Tort  
 Tromper  
 Tuile  
 Type

RÉPONSE DU DERNIER NUMÉRO : MILITANT

## PAROLE DE VACHE

*Ouais, j'avais pas encore fini d'placer mon stock, ou de m'en défaire.*

*Zu'aussitôt même avant mon départ, t'avais mis des fleurs à mon balcon, comme pour m'enterrer!*

*Ouais! T'as fais maison nette, tant pis pour les maudits bénéficiaires.*

*Mon propriétaire me prend pour un pion, qu'à sa guise il pense pouvoir déplacer et gérer!*

*Pas de chien, pas de musicien, pas d'enfants, pas d'noir, pas d'artistes, pas de gay, pas de maudits prolétaires!*

*Insipide cœur de propriétaire, accoucheur d'infanticides et de suicide, qui me condamne à toujours soustraire...*

*Tu te surfais les poches et me défais la vie, me resoustrait, et te fout de mon calvaire, de bouc émissaire!*

*ça faisait cinquante ans que j'habitais mon quartier, mon âme est en colère, j'ai revêtu mes habits militaires!*

*Ouais! une belle crémaillère sur le nouveau vernis de mon ancien plancher*

*Moi, j'ai vu une pancarte "à louer" après la rampe d'escalier affichée.*

*Ouais! je suis prolétaire, mais je suis pas sans vocabulaire*

*Les maux de ma pauvreté ne sont pas nécessairement héréditaires*

*Mais qui êtes vous donc pour juger de ma situation précaire*

*Mais parole de vache, j'ra pas me taire, pis m'laisser traire!*

*Le proprio et son roman savon, était dans le besoin de se loger "urgent"*

*Ton locataire a maintenant tout compris de ton roman bonbon d'argent*

*Mais presque deux cent dollars de plus que ce que je payais avant!*

*Anéantie d'avoir fait désarticuler ma vie pour remplir tes poches d'argent*

Par Claire  
Rouleau

# À venir au comité BAILS

La ministre fédérale Diane Finley convoque la première Conférence fédérale-provinciale des ministres de l'habitation depuis 2005.



## MANIFESTATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL

DANS LA RÉGION D'OTTAWA  
LE VENDREDI 4 DÉCEMBRE 2009  
Apportez votre lunch • Transport gratuit  
Appelez nous pour participer!

### Des enjeux majeurs

La rencontre des ministres de l'habitation du 20 novembre est la première à laquelle une ministre fédérale daigne participer depuis l'arrivée des Conservateurs à Ottawa. Poutant, la situation du logement au Canada a été qualifiée à plusieurs reprises «d'urgence nationale» au Canada par l'ONU. Le dernier recensement dénombre 697 000 ménages locataires qui consacrent plus de la moitié de leur revenu pour se loger.

Au Québec, c'est le cas de 203 000 ménages locataires... Et c'est sans parler de la pénurie de logements locatifs à bas loyer qui continue partout au Canada.

En plus, les locataires vivant dans la grande majorité des 598 000 logements publics, coopératifs et sans but lucratif réalisés par le passé et toujours financés par Ottawa pourraient voir leur loyer augmenter considérablement avec la fin des subventions que le gouvernement fédéral verse depuis des décennies pour

leur assurer un loyer correspondant à leur capacité de payer. Ces subventions ont commencé à prendre fin et le rythme va s'accélérer à partir de 2010.

À terme les locataires à faible revenu risquent de ne plus avoir de place en logement social.

Pendant ce temps, les seules mesures annoncées par les Conservateurs sont minces et non-récurrentes.

Le fédéral ne peut pas rester les bras croisés! Ottawa doit **augmenter sur une base récurrente le financement consacré au logement social**. Il doit consacrer au moins 2 milliards \$ par année pendant 5 ans au développement de nouveaux logements sociaux.

Il doit **maintenir ses subventions dans les logements sociaux existants** et assurer ainsi que les locataires à faible revenu y auront toujours leur place.

## SOUPER DE NOËL

Le Comité BAILS tiendra son traditionnel souper de Noël le **LUNDI 7 DÉCEMBRE** prochain. Un repas accompagnera les festivités.

RÉSERVEZ PAR  
TÉLÉPHONE DÈS  
MAINTENANT!

Quand : Lundi 7  
décembre, en soirée  
Où : au 4560 Adam  
(Grande salle)



## Contactez-Nous!

# 514 522-1817

1455 rue Bennet,  
Montréal, Qc H1V 2S5

Bails@Bellnet.ca,  
Fax 514 522-9863

Le Fouineur Libre est produit par le Comité BAILS de manière entièrement autonome. Ont participé à ce numéro : Fouineurs et fouineuses : Denis Arseneault, François Brosseau, Héroïse Moysan-Lapointe, Luc Leblanc, Jonathan Aspireault-Massé, Florence Richer Correction : Héroïse Moysan-Lapointe et Mathieu Frappier, Mise en page : Héroïse Moysan-Lapointe, Dessins : Mario Dini et autres Distribué par la poste aux membres.

Pour obtenir des copies supplémentaires, contactez-nous!